

**Séance ordinaire du  
jeudi 25 octobre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

**Absents / Excusés :**

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL

**Quartier Croix d'Argent  
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent  
Mandat Ville/SA3M  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2017)  
Avenant n°2**

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, principalement entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur-boulevard Pedro de Luna. Ce secteur présente une forme urbaine héritée des années 60-70 qui se caractérise par une urbanisation résidentielle, sous forme d'immeubles collectifs notamment sociaux, accompagnés de lotissements développés au coup par coup. On note la présence d'équipements publics de quartier (groupes scolaires, médiathèque ...) et le passage de la 2ème ligne du tramway le long de l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Dans ce secteur de la ville, des projets d'envergure comme par exemple l'opération d'aménagement de l'EAI (logements, activités et commerces, grand parc public Montcalm de 20 ha) vont créer un contexte favorable à l'amélioration du cadre de vie et à la réhabilitation de certains immeubles collectifs dont les normes de confort sont aujourd'hui en dessous des exigences sociétales.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'encadrer pour préserver l'équilibre d'un quartier existant.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier vise à :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités fonctionnelle et sociale ;
- garantir une meilleure ouverture urbaine sur les quartiers alentours ;
- conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville ;
- assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité ;
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux modes doux ;
- analyser les usages et développer des espaces publics de qualité supports d'animations ;
- valoriser la qualité paysagère du site.

Devant le constat d'une complexité de projet et afin d'affiner les conditions de réalisation de cette opération, la ville a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques complémentaires, en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Aussi, par décision du Maire du 19 novembre 2015, la Ville de Montpellier a souhaité confier à la SAAM un mandat d'études signé le 30 novembre 2015 et entré en vigueur le 4 décembre 2017, pour la réalisation des dites études pour une durée de 24 mois. Il faut noter que le 24 mai 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SPLA SAAM est donc devenue une Société Publique Locale (SPL) dénommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 pour prolonger la durée du mandat d'études de 2 ans, soit jusqu'au 4 décembre 2019.

Au cours de l'année 2017, la SA3M a consolidé la définition du projet urbain, le montage de l'opération et le partenariat notamment avec Hérault Habitat. Cette même année a vu la poursuite de la consultation pour désigner l'architecte urbaniste en chef, chargé d'élaborer le plan de référence du projet de renouvellement urbain du quartier.

Le bilan de l'année 2017 fait apparaître une dépense de 63 000€ correspondant à la réalisation d'études et à la rémunération de la SA3M.

Au 31 décembre 2017, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat d'études s'établit à 180 000 € HT soit 216 000 € TTC en dépenses et en recettes avec notamment une légère augmentation du montant des études (+ 10 000 € HT) et de la rémunération forfaitaire correspondante (+ 1 000 € HT). Le montant de la rémunération SA3M s'élève désormais à 52 000 € HT.

Afin de prendre en compte ces ajustements, il est proposé un avenant n° 2 au mandat d'études qui augmente le montant total du mandat de 14 000€ TTC.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de mandat d'études du secteur des Hauts de la Croix d'Argent, qui a été établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°2 qui augmente le montant du mandat de 14 000 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette

affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Gérard CASTRE, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre  
2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 31 octobre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02908\_CRAC\_2017\_VD 17 09 18.pdf

- 02908 Synthse 17 09 18.pdf

- 2908\_avenant n2 VD 17 09 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181025-58868A-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 30/10/18  
Réception en Préfecture : 30/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.